

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; la refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Virements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.205.22 Marseille

supplément suisse no 13

15 oct. - 30 nov. - PRIX 1.- FS

Face à la montée des antagonismes impérialistes

« prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le monde capitaliste est entré dans une crise générale de surproduction qui correspond à la fin d'un cycle d'accumulation qui avait été rendu possible après le grand nettoyage du second carnage impérialiste.

La montée des antagonismes économiques, sociaux et politiques et la VIOLENCE OUVERTE qu'ils engendrent, démontre toute la justesse de cette affirmation du "Manifeste des Communistes" de 1848: "...La bourgeoisie ne peut exister sans "révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les " rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux... Ce "boulversement continu de la production, ce constant ébranlement de tous le "système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent "l'époque bourgeoise de toutes les précédentes...".

En produisant des "richesses" pour le marché, le capitalisme ne peut déboucher que sur la concurrence des différents capitaux entre eux. Lorsque le marché se sature de marchandises le capitalisme entre en crise et l'on passe de la simple concurrence à la guerre commerciale pour déboucher sur la guerre militaire ouverte, solution ultime pour le capitalisme de résoudre le partage des marchés.

Pour les divers capitaux, chercher à sortir de la crise signifie être le plus fort sur le marché. Et pour résoudre cette question il n'a qu'une seule réponse : EXPLOITER ENCORE PLUS LE TRAVAIL SALARIE pour abaisser les coûts de production tout en garantissant ses profits. En clair, licencier une partie des travailleurs et renforcer le poids du travail sur les autres.

Pour les Etats nationaux, garant des intérêts généraux du Capital national, survivre à la crise c'est garantir l'ORDRE, condition première de la reproduction des rapports de production. Et comme les intérêts nationaux convergent en partie avec ceux d'autres nations et s'opposent à ceux d'autres encore, il s'en suit la formation de "blocs" défendant des intérêts en contradiction avec ceux des autres blocs. C'est tout naturellement que du monde idyllique divisé en deux blocs après le second après-

guerre basé sur l'"équilibre de la terreur", nous débouchons aujourd'hui avec l'entrée en crise de tout l'univers capitaliste, sur un monde plus complexe où chaque bloc est traversé par de nouvelles contradictions et où des alliances qui hier encore paraissaient inconcevables se forment.

La montée des antagonismes débouche chaque jour un peu plus sur une violence de plus en plus ouverte.

La "très démocratique république populaire" de Chine, une fois sa pé-

(suite en page 2)

DANS CE NUMERO

- GREULICH: prophète de la paix sociale p. 4
- En marge de la question jurassienne : l'alignement des forces politiques p. 7
- L'union syndicale jurassienne et l'immigration p. 7
- Lénine falsifié: l'OCDR justifie la politique étrangère chinoise ! p. 8
- OCDR: misère du maoïsme La question du Parti p.10
- L'unique voie de l'émancipation du prolétariat p.15

A propos des faillites d'entreprises

Une nécessité : unité chômeurs non-chômeurs !

Face aux crises cycliques qu'il provoque, le capitalisme ne peut lutter qu'en éliminant de la sphère de production les entreprises les plus faibles et en concentrant les capitaux dans un nombre toujours plus limité de sociétés. Cette concentration, qui entraîne le Capital dans une perpétuelle fuite en avant, se traduit pratiquement par la cascade des faillites qui frappent quotidiennement l'industrie et qui jettent à la rue des milliers d'ouvriers et travailleurs.

Cette situation de faillite a des implications directes sur la lutte que doivent mener les ouvriers contre leurs licenciements. C'est l'orientation des revendications et des méthodes de lutte qui se trouvent modifiée par rapport au sens que la lutte doit prendre dans une entreprise qui maintient sa production. La lutte contre les licenciements dans ce second cas se place en effet dans un con-

(suite en page 2)

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS"

(suite de la page 1)

riode d'accumulation primitive de Capital achevée - traduite par le slogan "comptons sur nos propres forces" - s'ouvre aujourd'hui aux investisseurs étrangers et passe des accords commerciaux avec qui-conque lui assure la poursuite de son développement industriel capitaliste. Préoccupée par son puissant voisin du Nord, la Chine mène une politique étrangère purement tournée vers la défense de son territoire national, en flirtant à l'ouest avec tous les "conservateurs" traditionnellement antisoviétique comme Strauss ou Poniatowski par exemple et en renouant avec les "démocraties populaires" déjà agitées de mouvements centrifuges vis à vis de Moscou comme la Roumanie et même la ... Yougoslavie - pourtant ennemie héréditaire de la petite Albanie, du coup rejetée comme quantité négligeable dans les rapports de forces européens contrairement à la très populaire république de Tito.

Et quand le démocrate Hua s'en va embrasser le très autocratique Chah trônant sur des milliers de cadavres, en lui recommandant de "rester vigilant" face à l'expansionnisme soviétique, il faut être CON comme un maofiste occidental pour voir dans cette politique autre chose que la politique d'un grand Etat impérialiste.

La révolte des masses populaires en Iran traduit la misère engendrée par une révolution bourgeoise "par en haut" - la fameuse "révolution blanche", greffée sur une société de type féodal qui dissout les structures anciennes, provoquant l'émigration des campagnes vers les villes sans pour cela créer une bourgeoisie nationale capable - qui ne peut s'imposer que par la terreur policière d'un régime autocratique, avec la bénédiction de tout l'ordre impérialiste, car suréquipée en armement par les Etats-Unis, l'armée iranienne est le garant du statu-quo impérialiste dans tout le Moyen-Orient si riche en pétrole.

Au Proche-Orient, c'est encore l'ordre impérialiste qui dicte ses raisons; d'abord liquider la résistance palestinienne en utilisant aussi bien l'armée sioniste que celles des "frères arabes" (Septembre noir en Jordanie - Printemps 78 avec les syriens au Liban) puis imposer aux frères ennemis la solution d'un mini-Etat palestinien sans danger pour l'ordre impérialiste.

Le grand "show" de "Camp David" est le complément théâtralisé par la presse bourgeoise de la terreur militariste en Palestine. Et comme le monde bourgeois est le règne de la concu-

rence généralisée, la très démocratique armée syrienne, venue au Liban pour liquider la résistance palestinienne, profite de sa présence aujourd'hui pour écraser les bandes phalangistes en bombardant les quartiers chrétiens de Beyrouth espérant par ce fait d'armes réaliser son vieux rêve d'une Grande Syrie qui s'ouvrirait largement sur la méditerranée avec la bénédiction de Moscou.

Au Nicaragua, petit pays de la chaîne des républiques de la banane et du café, c'est encore l'ordre impérialiste qui a massacré des milliers de prolétaires et semi-prolétaires exploités par la "United-Food" et le clan Somza avec l'appui militaire de la "grande démocratie américaine".

De même en Amérique latine, c'est encore la démocratie Américaine qui opprime des millions de prolétaires et semi-prolétaires par le relais de régime musclé.

Quand à l'Afrique, devenue aujourd'hui le nouveau théâtre des affrontements interimpérialistes, c'est d'un commun accord que les diverses nations impérialistes MATTENT, chacune dans leur zone d'influence, les révoltes plébéiennes d'Afrique australe, du Tchad du Sahara, du Zaïre et d'ailleurs soit par l'intervention directe soit par l'intermédiaire de régimes à leurs bottes.

Et pendant que l'impérialisme, pille, massacre, écrase les masses plébéiennes et le jeune prolétariat de la périphérie, en Occident le prolétariat drogué par l'opportunisme, le démocratisme et la Paix sociale n'a pas ENCORE la force de se défendre contre les attaques du Capital.

L'énorme écart que l'on observe entre la courbe des antagonismes économiques et politiques dans les rapports interimpérialistes et la courbe des luttes sociales dans les centres de l'impérialisme, s'explique par toute une série de déterminations d'ordre historico-économico-politiques qui prennent leurs racines dans la contre-révolution mondiale qui détruisit, dès la fin des années 20, non seulement physiquement mais politiquement jusqu'à ces fondements principaux le Parti mondial du prolétariat (l'Internationale de Lénine) et passent par le développement d'une aristocratie ouvrière vendue au Capital par les miettes qu'elle reçoit du pillage impérialiste des pays arriérés de la périphérie.

Malgré ses puissants amortisseurs que sont les partis ouvriers-bourgeois et leurs succursales syndicales, le Capitalisme dans les aires de haut développement bourgeois ne peut échapper à sa contradiction fondamentale qui voit s'opposer inévitablement le Travail au Capital. Et quand la crise

UNITE CHOMEURS NON-CHOMEURS

(suite de la page 1)

texte où l'arme fondamentale des ouvriers, la grève, peut déployer le maximum de ses effets dans le rapport de force entre prolétaires et patrons. En effet la grève peut, par le blocage de toute l'activité productrice, agir directement en s'attaquant aux profits capitalistes et donc exercer une pression décisive sur les patrons pour les faire céder.

Mais dans les entreprises en faillite, si la grève et l'occupation restent les armes fondamentales, elles ne peuvent du fait même de la fermeture de l'entreprise, exercer tout leur impact sur le Capital.

L'objectif même de la lutte s'en trouvera modifié. Si dans le premier cas la revendication de "non aux licenciements!" doit être l'axe de la lutte, dans le second cas elle n'a qu'une valeur de principe et doit de fait laisser la priorité à d'autres revendications tendant à faire payer au plus cher les licenciements et lier la lutte des ou-

vriers actifs avec celle des chômeurs. Dans notre brochure "Pour des méthodes et des revendications de classe" nous disions à propos de cette revendication que : "Un tel mot d'ordre a valeur de principe en tant qu'il est une indication générale de lutte et un appel à la solidarité de classe. Mais il serait dénaturé si on le transformait en un objectif pratique à atteindre dans n'importe quelle situation et par n'importe quel moyen. C'est pour quoi la lutte contre les licenciements doit être liée à une dénonciation de l'objectif illusoire de la "garantie de l'emploi" en régime capitaliste." "Que la pression ouvrière réussisse ou non à empêcher les licenciements, elle doit se prolonger par une solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs dans chaque épisode et manifestation de la "lutte de classe".

Pour l'opportunisme qui ne fait de la crise qu'une con-

se traduit dans ces aires par le chômage pour les uns, l'augmentation des rythmes de travail pour les autres, et pour TOUS l'aggravation des conditions de vie, par l'abaissement du salaire réel, il est inévitable que l'antagonisme se traduise par un développement de la lutte des classes.

C'est dans cette certitude de l'inévitable affrontement que des luttes, encore partielles aujourd'hui, se déroulant HORS et CONTRE la main mise de l'opportunisme politique et syndical, prennent toute leur importance car elles éclairent le chemin que le prolétariat devra nécessairement emprunter dans sa lutte quotidienne contre le Capital.

La misère croissante des prolétaires des aires développées et des prolétaires et semi-prolétaires des aires arrières, démontrent l'impérieuse nécessité de refaire l'unité mondiale du prolétariat pour en finir une fois pour toute avec ce système qui ne sait qu'exploiter le travail salarié et opprimer les peuples de couleurs.

Mais pour cela, il est nécessaire que dans les centres de l'impérialisme, le prolétariat se réapproprie le terrain de la lutte des classes pour la défense de ses intérêts et réapprenne à lutter contre son propre Etat oppresseur des semi-prolétaires et prolétaires d'Afrique, d'Asie et

d'Amérique latine.

Envisager la lutte dans toute son ampleur, qui n'est pas nationale mais mondiale, c'est aujourd'hui lutter contre politique chauvine et opportuniste, c'est lutter contre tous les chantres de la démocratie qui ne voient dans les violences de l'impérialisme qu'une perversion anti-démocratique.

La démocratie est le système le plus subtil d'oppression de la dictature du Capital. Le prolétariat ne peut avoir qu'une perspective : détruire la démocratie pour imposer sa dictature, seul chemin vers la société sans classe : LE SOCIALISME.

Brochures

« Le Prolétaire »

- **Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)**
- **La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (*)**
- **Postiers en lutte (5 F)**

Commandes au « Prolétaire »

(*) Disponible en français et en arabe.

séquence de la "mauvaise gestion" des patrons et non pas des lois imuables et impersonnelles du capitalisme, il paraît évidemment possible en toute circonstance de sauver l'emploi. Au lieu de chercher à faire le lien entre les revendications des prolétaires actifs et chômeurs et unir ainsi leur lutte, il ne passe plus son temps qu'à chercher le mécène aux doigts d'or qui accepterait, moyennant promesse de bonne gestion, de racheter l'entreprise. Ce mécène est bien entendu recherché du côté de l'Etat, qu'il soit cantonal et l'on parlera de "cantonalisation" ou fédéral et l'on réclamera la nationalisation. Une telle position servile vis-à-vis du Capital a pour conséquence de dévier la lutte du terrain de classe où elle devait se dérouler, en faisant dépendre la satisfaction des revendications non d'un réel rapport de force entre classes, mais de la possibilité de sauver l'entreprise. On assiste alors systématiquement à un pourissement graduel des luttes, qui ne peuvent résister avec des bases si fragiles à l'érosion du temps et

au découragement qu'entraîne une telle orientation.

A ce propos le cas de Technicair peut être cité, parmi tant d'autre, comme exemple de ce dépérissement. Parti du principe juste et généreux de "Une solution globale pour tous", la lutte n'a pas pu échapper aux pièges tendus par l'opportunisme. Dans son tract du 5-5-78, la FTMH ne faisait autre chose que de pleurer sur l'incompétence des patrons : "Nous affirmons avec force qu'avec la "gestion qui était faite Technicair roulait infailliblement vers l'abîme". Le PdT, dans la VO du 19-6-78, titrait "Le gouvernement n'a pas voulu sauver Technicair" et exprimait ainsi son désespoir de voir s'effacer son seul espoir de satisfaire les revendications des travailleurs en renflouant l'entreprise par une injection de capitaux publics. Mais ce qu'il y a de plus navrant c'est que les travailleurs de Technicair se laissent embarquer dans une telle aventure. La "Commission de crise du personnel de Technicair" dans un communiqué écrit en mai passé qu' "il se-

"rait souhaitable que les diverses instances extérieures nous aident afin de maintenir sur la place de Genève une firme de secteur industriel ce qui est nécessaire à l'équilibre de l'économie du canton".

Outre Technicair on peut citer d'autres exemples comme Firrestone ou plus récemment Winkler.

Le cas de Winkler est intéressant à plus d'un titre et nous rappellerons brièvement quelques faits. L'entreprise a commencé à connaître de sérieuses difficultés en 1976 et pour les surmonter les patrons retinrent plus de 1000,- francs sur le 13ème salaire de 75 et procédèrent à la suppression de 60 emplois. Aucune riposte ne vint à l'encontre d'une telle attaque, chaque rescapé pensant bien que ce sacrifice matériel lui garantirait son emploi pour demain. Aujourd'hui se sont les 80 derniers travailleurs qui sont mis à la porte avec plus de 300.000,- francs d'arriérés non payés sur leur salaire, soit environ 4000,- francs par ouvrier! Les travailleurs se sont mis en grève, mais leur grève est purement symbolique puisque les machines se sont arrêtées d'elles-mêmes faute de commandes suffisantes. Les travailleurs de Winkler, qui ont séquestré les stocks de l'entreprise comme monnaie d'échange et esquissé ainsi une méthode de lutte sur le terrain des rapports de force et non pas de la légalité et du dialogue à tout prix, en sont donc réduit à réclamer un dépôt du bilan des sociétés qui composent l'entreprise, de manière à récupérer dans le processus de liquidation une partie de leur salaire de juillet et août.

Actuellement ces travailleurs touchent les allocations chômage et leur revendication du paiement de tous les arriérés est malheureusement subordonnée à la procédure de liquidation, avec pour conséquence d'être sûr de ne recevoir qu'une partie de la somme due et ce dans les délais que voudra bien reconnaître la mortelle lenteur de la justice bourgeoise lorsqu'elle s'en prend à un des ses malheureux frères de classe. Malgré la déconfiture totale de l'entreprise, sanctionnée par l'arrestation de son PDG, l'opportunisme reste fidèle à lui-même en espérant sauver Winkler. Le dépôt du bilan devient donc

(suite en page 4)

UNITE CHOMEURS NON-CHOMEURS (suite de la page 3)

pour lui une question prioritaire, qui décline les revendications matérielles des ouvriers, puisqu'il est la "seule solution qui puisse permettre des contacts pour une éventuelle reprise et de sauvegarder les places de travail".

De l'expérience de Winkler, les prolétaires doivent retirer comme enseignement que l'on ne doit rien espérer de sacrifices consentis pour sauver une entreprise et qu'il ne doivent pas attendre le moment où la boîte ferme ses portes pour riposter par la grève. Bien avant la fermeture (en 76 de manière sérieuse pour Winkler) il y a des signes annonciateurs caractéristiques - chômage partiel, licenciements, non paiement du 13ème salaire, etc... - qui ne doivent pas laisser les ouvriers dans l'expectative. La riposte doit être immédiate: la grève sans préavis ni limitation pré-

alable de durée doit être déclarée dès les premières attaques patronales!

En cas de fermeture d'entreprise, les ouvriers doivent poser en termes clairs leurs revendications et refuser l'alternative de liquidation de leur mouvement consistant à faire dépendre leur sort d'un très aléatoire rachat de la boîte, utiliser leurs armes de classe, et surtout chercher à tisser des liens très étroits avec les chômeurs et exiger en liaison avec eux le "SALAIRE INTÉGRAL AUX CHOMEURS"!

Le capitalisme ne peut pas garantir l'emploi (et les millions de chômeurs du monde industriel sont là pour l'attester!), chaque ouvrier aujourd'hui au travail sera confronté un jour au chômage avec toutes les pertes matérielles qu'il entraîne. C'est pourquoi il est une nécessité de classe de souder en un unique bloc les rangs des chômeurs et non-chômeurs et de faire fondre leur lutte en une lutte commune et unie.

Cet éminent précurseur de l'intégration directe des organisations ouvrières à l'Etat.

Hermann Greulich avait en effet déjà tout dit et tout fait pour assurer à la bourgeoisie une protection efficace contre la classe ouvrière. Si son activité d'agent du Capital au sein du prolétariat fut politique et syndicale, nous nous bornerons, dans le cadre de cet article, à examiner de quelle manière H.G. entendait briser les luttes ouvrières immédiates. Nous nous référons pour cette analyse à un chef d'œuvre de manuel pratique pour pompiers sociaux écrit par H.G. en 1903 sous le titre "Où voulons-nous aller? - Un sérieux avertissement à tous les syndiqués de la Suisse". Ce qu'il y a de remarquable dans ce texte, est que tous les conseils donnés aux "syndiqués" ont depuis lors été suivis scrupuleusement par les fils et petits-fils de H.G. et aujourd'hui alors que la crise capitaliste suscite quelques étincelles par ci, par là, ils sont plus que jamais à l'ordre du jour pour l'opportunisme.

Dans l'avant-propos, H.G. explique vouloir traiter dans cette brochure "de la tactique des grèves". Une telle explication était en effet rendue nécessaire à la bonzerie syndicale qui se voyait sans cesse houspiller par la base ouvrière acceptant mal tous les sabotages de ces ronds-de-cuir. H.G. en vient donc pour se justifier, à cracher la vérité: "Si par dessus le marché, les adversaires de la classe ouvrière viennent à nous approuver et dans nos critiques et dans nos remarques (sur la grève. NDR), c'est bien pis encore. Il semble aux ouvriers qu'on a trahi le principe de solidarité, et que l'on fait besogne de traître!" Mais si la bourgeoisie reconnaissait le bien fondé des critiques de H.G. sur la grève - comme arme de combat - c'est bien justement qu'elle reconnaissait dans cette critique un véritable plaidoyer pour la défense de ses intérêts. Ce n'était donc que justice de traiter H.G. de "traître".

Dans la vision de H.G., la grève ne représentait que l'arme fomentrice de troubles à rejeter le plus loin possible: "J'ai été et je suis encore partisan de toute grève "bonne et utile", bien préparée, qui a été précédée de tous les moyens de conciliations possibles et qui apparaîtrait comme le moyen suprême en même temps qu'elle offre des probabilités de succès,...." (soul. par nous). Mais c'est là, toute la base de la Paix du Travail: renvoyer aux calendres grecques la grève en établissant un programme prolongé de négociation qui désamorce toute volonté de placer la lutte sur un terrain classiste et faire plier les prolétaires devant les décisions des instances judiciaires de l'Etat ca-

GREULICH : prophète de la paix sociale

"Grâce au développement économique général, la bourgeoisie des pays les plus riches, au moyen de petites sommes puisées dans ses gains énormes, eut la possibilité de corrompre et de séduire le sommet de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière. Les "compagnons de lutte" petite-bourgeois du socialisme affluèrent dans les rangs des partis social-démocrates officiels et orientèrent peu à peu le cours de ceux-ci dans le sens de la bourgeoisie. Les dirigeants du mouvement ouvrier parlementaire et pacifique, les dirigeants syndicaux, les secrétaires, rédacteurs et employés de la social-démocratie, formèrent toute une caste d'une bureaucratie ouvrière, ayant ses propres intérêts de groupes égoïstes, et qui fut en réalité hostile au socialisme" (1)

S'il est une définition qui s'applique à merveille aux prétendus "représentants" de la classe ouvrière c'est bien celle de l'aristocratie ouvrière. Cette aristocratie ouvrière corrompue par le Capital, a eu un poids d'autant plus lourd sur la direction de la classe ouvrière en Suisse que dès sa naissance le parti socialiste suisse était enchaîné à l'organisation petite-bourgeoise du "Grütli". Cet attachement profond sur la plan politique du prolétariat suisse aux intérêts bourgeois devait aboutir en 1937 à la signa-

ture de la Paix du Travail entre syndicats patronaux et ouvriers de la métallurgie. Ce pacte de collaboration de classe absolue - pacte que la bourgeoisie allemande et italienne n'avait pu obtenir et perpétuer que par la force - offrait pieds et mains liées le prolétariat à l'exploitation capitaliste et permettait d'anéantir toute velléité défensive des ouvriers dans le dédale infini d'une procédure balançant les prolétaires d'une commission de conciliation à d'autres tribunaux arbitraux. Si Konrad Illg, président d'alors de la FOMH (actuelle FTMM) et co-signataire de la Paix du Travail en 37, apparaît comme l'artisan de cette ignoble capitulation, il n'est en fait que l'exécuteur testamentaire du chef incontesté de la collaboration de classe que fut Hermann Greulich.

(1) "Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne" ler Congrès de l'Internationale Communiste, mars 1919.

pitaliste. Cette réflexion nous montre aussi que les promoteurs de la Paix du Travail relative n'ont rien inventé. Si selon la Paix du Travail absolue l'utilisation de la grève était conventionnellement exclue, quelques soient les circonstances, selon sa relativisation, elle est indiquée comme "moyen suprême". Les "relativisateurs" de tous poils, qui prétendent offrir des horizons nouveaux à la lutte ouvrière, ne font en fait que répéter les vieilles litanies des pires ennemis du prolétariat.

L'argument majeur de H.G. pour justifier son asservissement au Capital relève de la pure logique de l'aristocratie ouvrière. Rien ne sert en effet de se battre, il suffit que tombe d'elles-mêmes les miettes que consentira à lâcher la bourgeoisie en contrepartie de la soumission de la classe ouvrière. La grève ne garantit pas le résultat, mais la conciliation arrivera toujours à arracher une miette qui suffira à qualifier une négociation de "victoire". L'important, "ce n'est pas la grève, c'est la victoire !" nous assure H.G. qui est bien loin de Marx lorsque celui-ci expliquait dans le Manifeste que "le vrai résultat de leur lutte (et Marx parle de lutte "sous forme d'émeutes") est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs".

Si H.G. accepte, comme dernier recours la grève, c'est bien parce qu'il n'a pas d'autre possibilité face à un prolétariat qui se place à cette époque spontanément sur le terrain de l'action classiste. Il ne s'agit pas encore pour l'opportunisme le plus droitier de rayer jusque dans les statuts la mention "grève", mais dans les luttes quotidiennes d'établir une série de barrage à l'utilisation des armes de classe. Ce n'est qu'au terme d'un patient travail de sabotage de la lutte économique que pourra être mise en oeuvre une théorie et une pratique de collaboration de classe aboutie jusque dans ses plus extrêmes limites. Mais avant d'en arriver à ce stade parfait, H.G. doit lancer tentative sur tentative pour édulcorer la grève : "Mais la grève n'est pas le seul moyen de lutte; ce n'est que la dernière arme de combat" (soul. dans le texte). Les autres moyens de "lutte" sont les négociations, et tout ce qui peut entraver le bon déroulement de ces négociations doit être banni : "... on a beaucoup trop permis aux entrepreneurs de repousser dédaigneusement toutes les réclamations et on a recouru trop rapidement au dernier des moyens avant d'avoir épuisé tous les autres".

Cette hantise de la lutte de classe, avait en cité H.G. à doter la FSSP (Fédération suisse des syndicats professionnel), à son congrès du 11 août 1899, de statuts déterminant explicitement les conditions à réunir

pour le déclenchement d'une grève. L'objectif principal de cette révision des statuts était d'ôter toute autonomie de décisions des sections dans les luttes locales, et de concentrer tous les pouvoirs dans l'organisation centrale : "aucune section d'une Association locale ne peut engager un mouvement quelconque, par quelque moyen que ce soit et d'elle-même, à moins de perdre tout droit à un secours". (soul. dans le texte).

C'est donc par un chantage odieux au droit des secours de grève que se livrait la FSSP pour assurer sa domination sur la classe ouvrière et lui faire perdre toute envie de déclarer une grève devant les énormes sacrifices matériels qu'elle devait nécessairement faire devant le refus des syndicats de verser des secours. Les autres articles des statuts sont de la même veine : émousser la combattivité ouvrière naturelle sur les questions touchant la défense de leurs intérêts immédiats par un arsenal de lois et règlements anti-grève et par la lourdeur bureaucratique de l'appareil syndical. Tout élan généreux de la classe ouvrière doit donc se briser sur un mur de procédures étrangères à la lutte, et dont l'existence ne fait que compléter tout l'arsenal juridique bourgeois servant de référence au Capital pour le règlement de ses comptes avec le prolétariat.

En tant que représentant de la bourgeoisie au sein du prolétariat H.G. ne peut avoir qu'une seule idée en tête : protéger l'économie nationale. Et cela signifie surtout pour la classe ouvrière, faire des sacrifices pendant les crises capitalistes pour relancer l'économie sur de nouvelles bases et l'aumône au Capital quand l'économie prospère. En clair, il n'est jamais temps de faire la grève ! Pendant la crise, ce serait faire le jeu des patrons qui n'attendent que le premier prétexte pour licencier, pendant les périodes de prospérité, les miettes tombent toutes seules ! La grève pourrait à la rigueur être envisagée néanmoins, reste à définir dans quelles circonstances : "La meilleure règle à observer quand on veut obtenir de meilleures conditions de travail, c'est qu'à côté d'une bonne organisation, on choisisse aussi le moment propice. Ce moment propice doit être fixé par les organisations ouvrières. Comme alors les employeurs redoutent une lutte qui les gênerait grandement, il est rare qu'ils s'abaissent à des provocations. Mais, il en va tout autrement quand la conjoncture est malvaise. Non seulement alors les salaires sont diminués, mais la journée de travail s'allonge et des ouvriers sont frappés pour des raisons diverses". Autrement dit, le moment propice pour engager la "lutte", c'est celui où la classe ouvrière subit la plus faible pression du Capital, (et par consé-

quent la satisfaction de ses revendications la moins urgente), où son degré de mobilisation est le plus faible, et où on est sûr que le patron ne rechignera pas pour lâcher quelques miettes. Mais que peut donc faire de mieux l'aristocratie ouvrière, sinon attendre d'une bourgeoisie "compréhensive", ce petit quelque chose du pillage capitaliste sans livrer de bataille.

En défenseur de l'économie nationale dans son ensemble, H.G. tient à préciser que l'opportunité de lancer une grève ne dépend pas de la situation locale de la branche d'industrie, mais bien de sa situation générale sur le plan national : "Or, ce sont là de ces décisions que les sections locales ne peuvent pas prendre elle-même, car elles n'embrassent pas le métier ou l'industrie dans son entier. C'est pourquoi semblable décision (évaluer "si le moment de livrer bataille est favorable ou non") est affaire de la direction centrale".

Mais les entraves à la lutte ne s'arrêtent pas là. Pour empêcher tout mouvement de se souder sur des revendications de classe, il convient d'appliquer la vieille et éprouvée méthode de la division. Sur cette question, H.G. en connaît plus que tous les patrons : quoi de plus efficace que de rajouter à toutes les divisions objectives de la classe ouvrière, celle entre syndiqués et non syndiqués ! Pour H.G. les mesures à prendre contre les non syndiqués, ce "sous-produit" du prolétariat qui ne rapporte aucune cotisation aux syndicats, sont pour le moins drastiques. Les non syndiqués n'ont aucun droit de se prononcer sur le déroulement de la lutte, ils doivent être écartés de toute décision à son propos : "Il faut en finir avec ce système suranné qui consiste à prendre des décisions sur des mouvements de salaire dans des assemblées publiques où les ouvriers non organisés peuvent avoir le dessus. La première décision doit être prise par les ouvriers organisés, en séance fermée". Le chauvinisme de groupe, le corporatisme de la même essence petite bourgeoise et réactionnaire que celui des sociétés patriotiques de chant ou de gymnastique, est fidèlement entretenu par H.G. et ses acolytes dans les syndicats, car il présente une garantie formidable contre l'unité ouvrière de classe. Et si "l'unité" est clamée par H.G. ce n'est jamais que celle des prolétaires, derrière le panache à croix blanche du Capital national.

Après avoir défiguré la grève comme arme fondamentale de la classe ouvrière, H.G. en vient tout naturellement au chapitre 3, baptisé "De la tactique des négociations", à expliquer quel chemin lent et difficile, mais ô combien plus efficace, courageux et évitant la "levée de la troupe", les ouvriers doivent em-

prunter pour avoir le maximum de chance de voir aboutir leurs revendications avec le minimum de sacrifices. La "Tactique" se résume en 3 points :

1) Les ouvriers doivent établir par écrit un cahier de revendications contenant en outre tous les arguments nécessaires pour contrer le patron. Ou plutôt ces arguments doivent convaincre le patron, car en fait, il faut par ce rapport " qu'on prouve que les revendications peuvent parfaitement passer dans la vie pratique". De plus, et ceci est le corollaire; " aucune revendication ne devrait être présentée aux patrons sans qu'elle soit fondée " afin de " gagner à soi l'opinion publique ". Mais qui est " l'opinion publique " sinon celle de toutes les classes sociales et en premier lieu celle du prolétariat et de la bourgeoisie. Peut-il donc y avoir une "opinion" commune entre deux classes ennemies, entre un prolétariat dont la fonction est de produire le maximum de plus-value pour l'accumulation maximale du Capital et une bourgeoisie dont la fonction est de maintenir le prolétariat dans une existence la plus lamentable pour que les frais de reproduction de sa force de travail ne viennent pas mordre sur les profits? Non bien sûr! Il va donc de soi qu'une revendication visant à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière ne peut que gagner à soi l'opinion prolétarienne, et pour cela point besoin de savant argument. Celui dont le ventre est creux n'a pas besoin d'un "rapport écrit" notarié par le bonze de service pour le convaincre qu'une plus abondante nourriture tarirait sa faim: "L'opinion publique" de H.G., comme celle de tous les démocrates d'hier et d'aujourd'hui y faisant appel à chaque parole, n'est donc que l'opinion de la bourgeoisie. Et comme l'opinion de la bourgeoisie est celle des intérêts du Capital, nous arrivons au terme de notre démonstration: une revendication ne peut être défendue par la classe ouvrière, selon H.G. et aussi ses héritiers, qu'ils s'appellent Ghelfi ou Besuchet, que dans la mesure où elle est compatible avec les intérêts du Capital!

2) Une fois distribué ce fameux papier aux syndicats et aux patrons: "...il faut laisser aux patrons le temps pour la réponse. Fixer un temps trop court n'est pas seulement incorrect, mais c'est encore une erreur, car les mauvais procédés ne font qu'exciter à la résistance et cela inutilement". Les ouvriers doivent savoir attendre, la "hâte" est néfaste et la moindre des civilités entre gens de bons goûts est de laisser les patrons se consulter entre eux et s'entendre pour donner une réponse: "Qu'on accorde 2 ou 3 semaines pour la réponse ...": Que d'erreurs fatales ont donc commis tous ces ouvriers qui se mettent en grève le jour même où ils formulaient leurs revendications! Combien est plus juste de laisser

ser pourrir la lutte dans d'interminables attente, de flétrir la combativité ouvrière avec le concours patronal. Et pendant cette attente d'une réponse que l'on sait pertinemment négative, libre cours est donné à toutes les tentatives des patrons de diviser les ouvriers, de licencier les plus combattifs, d'acheter les hésitants, etc...Briser tout élan spontané, saper le moral des prolétaires, telles sont les idées fixes de tous les larbins du Capital.

3) Le troisième volet de la "tactique des négociations" est d'ordre moral. Si la bourgeoisie écrase le prolétariat sous les contraintes physiques et psychiques, le relègue au rang de bête de somme, l'injure quotidiennement, il doit quant à lui se montrer correct, poli et cordial vis-à-vis des patrons. Les négociations ne saurait se dérouler dans un climat passionnel et dans une ambiance de haine. Il est donc tout naturel "que dans les assemblées il faille faire abstraction de toute injure aux patrons, se serait "nuisible et jamais utile" pour aboutir à une "entente profitable aux deux parties". La négociation c'est donc la consécration de la "voie amiable".

Si, par hasard, tout ceci ne suffisait pas à renoncer à la grève, H.G. met en garde les ouvriers de Suisse d'une série de "conditions préliminaires" sous peine de se voir retirer les secours de grève. Pour faire aboutir la grève "il faut que la situation économique soit bonne", et comme seules les directions centrales des fédérations syndicales sont en mesure de juger de la situation économique, les ouvriers doivent bien sûr leurs "...faire rapport d'abord, avant de se mettre en mouvement". Ensuite, et seulement ensuite, on enverra - non pas un avis de déclenchement de la grève - mais juste "un ultimatum accompagné d'une menace de grève"! Car pas un instant il n'est question dans la brochure de H.G. (et dans les statuts de la FSSP) de déclarer la grève. Non! H.G. ne s'aventure pas plus loin qu'un ultimatum; même pas un ultimatum de grève, ce serait encore trop loin pour H.G., mais seulement "d'une menace de grève"! Une menace, rien qu'une menace! Pas la grève, surtout pas la grève!

Mais pour envoyer cet ultimatum encore faut-il que les ouvriers remplissent les conditions de l'art. 44 des statuts de la FSSP qui exige que:

- "Il faut que les 2/3 des ouvriers que le mouvement concerne appartiennent depuis six mois au moins à l'organisation."
- "Il faut que par un vote au bulletin secret le 90% des membres au moins se soient engagés à faire grève et aient appuyé leur engagement de leur signature."
- "Il faut que la moitié au moins des ouvriers qui ne font pas partie de l'organisation déclarent par leur

signature qu'ils feront grève."

d) "Il faut que les autorités professionnelles aient donné leur adhésion au mouvement, sinon le comité de l'association ou le comité fédéral ont le droit de refuser tout secours de grève."

La dernière condition est encore la plus terrible, car si les ouvriers réussissent à surmonter tous les obstacles à la lutte placés par les directions syndicales pourries, ils n'ont pas encore l'assurance de recevoir un indispensable soutien syndical. Dans l'Etat bourgeois démocratique, la principale force de dissuasion réside dans les sanctions prises à l'égard de ceux qui enfreignent les lois sociales, lois établies dans le strict intérêt du bon fonctionnement de la production capitaliste. Pour H.G. et la FSSP la coercition à exercer sur la classe ouvrière est de la même nature; menacer des pires sanctions les ouvriers qui ne respecteraient pas le principe de la coexistence pacifique entre les classes. Et quel peut être le meilleur moyen pour la bonzerie syndicale que de menacer les ouvriers trop combattifs du retrait du soutien matériel à la grève! On ne pouvait trouver d'autre complément à la lourdeur bureaucratique des statuts qui étouffe le développement de la lutte et qui brise ce qui fait la force de la grève: son imprévisibilité qui rend impuissante la bourgeoisie à se préparer à l'affrontement. H.G. ne craint pas de déclarer d'ailleurs que "Si on s'en était tenu strictement aux dispositions des statuts, la plupart des grèves des 3 dernières années n'auraient pas dû être soutenues par des subsides!".

* * * * *

Cette brochure de H.G. est donc une tentative de mettre de l'ordre dans la maison syndicale et parmi la classe ouvrière pour mieux les asservir aux intérêts capitalistes. Il ne s'agit ni plus ni moins que de faire la police, d'éliminer l'influence des éléments sains sur le prolétariat et pour cela faire vaincre le principe de la grève comme "la dernière arme à laquelle on recourt, quand tous les autres moyens de régler le différend ont échoué".

La Paix du Travail a donc de profondes racines, et si sa signature ne remonte qu'à 1937, ce n'est certes pas de la faute des directions syndicales qui n'avaient qu'elle comme horizon, mais plutôt celle de l'inertie de la bourgeoisie à formaliser des rapports de fait. Ce texte ne revêt pas seulement un intérêt historique pour découvrir les tenants de la Paix du Travail, mais parce qu'il conserve toute son actualité. Toutes les méthodes et les tactiques qui y sont décrites ont toujours été et sont encore celles de la puissante bonzerie syndicale suisse.

L' UNION SYNDICALE JURASSIENNE ET L' IMMIGRATION

Lorsque nous déclarons que tous les autonomistes jurassiens, qu'il soient bourgeois ou opportunistes, exercent par leurs revendications chauvines le pire effet de division de la classe ouvrière, nous ne nous basons pas sur des raisonnements abstraits. Outre la division entre ouvriers alémaniques et romands qu'engendre cette racaille, la division entre autochtones et immigrés est aussi entretenue par la nouvelle réglementation 78-79 sur la "main-d'oeuvre étrangère", à laquelle l'Assemblée constituante jurassienne s'est empressée de donner sa claire approbation.

A ce sujet, la toute fraîche Union Syndicale Jurassienne ne manque pas de faire savoir son inquiétude sur le contingent accordé au nouveau canton du Jura. L'USJ considère évidemment la défense des intérêts des ouvriers suisses comme prioritaire par rapport aux intérêts des ouvriers d'autres nationalités et approuve fermement l'effectif étroit de 650 saisonniers accordés à cette région par l'ancienne réglementation. Plus dit-elle, se serait aller contre l'intérêt même des saisonniers et de "tous les salariés" en permettant aux patrons de puiser leur main-d'oeuvre à volonté dans des nations où la concurrence ouvrière est très forte et d'entraîner par conséquent une baisse générale sur les salaires des autochtones. Ces syndicalistes en queue de pie, défenseurs intégraux du Capital et de la stabilité sociale, ne peuvent évidemment trouver d'autre solution à cette concurrence que se livrent les ouvriers en vendant leur force de travail, que de tarir la source de l'offre en fermant les frontières aux im-

migrés. On ne peut trouver d'autres solution plus fidèle aux normes du capitalisme, on ne peut être meilleur diviseur qu'en appliquant de tels principes!

Ce n'est que par l'unité des ouvriers de toutes nationalités, par l'abolition de tous les privilèges de la classe ouvrière indigène (statuts, droits et contingentement), par un combat uni sur un terrain de classe, que les prolétaires pourront briser les chaînes de la concurrence. Et il n'y a pas d'autres métho-

des pour souder les rangs prolétaires que de se réapproprier les armes de classe et exercer la solidarité la plus totale entre toutes les catégories de prolétaires.

- NON A TOUT CONTINGENTEMENT!
- MEMES DROITS POLITIQUES ET SYNDICAUX!
- A BAS LES STATUS DISCRIMINATOIRES!
- A BAS LE FRONT UNI DE LA BOURGEOISIE ET DE L'OPPORTUNISME!

En marge de la question jurassienne l'alignement des forces politiques

La grande farce démocratique de la création d'un 23ème canton est close. Aujourd'hui la réalité de la crise est redevenue quotidienne et les "fausses espérances" des faiseurs d'illusions se sont estompées. Le Jura "libre" ou "opprimé par Berne" était et reste une région particulièrement touchée par la crise.

Région de montagnes, sans agriculture importante, surtout renommée par sa petite industrie mécanique et horlogère particulièrement atteinte par la crise, le Jura en subit les effets classiques des régions périphériques, qui se traduisent par la mise en veilleuse des activités autrefois fleurissantes mais aujourd'hui balayées par la nécessité de redimensionner et de centraliser à un niveau plus haut le Capital.

Le sous-développement régional n'est pas le résultat d'une politique délibérée de l'ancien "opresseur" bernois, il est le résultat déterminé de la division de l'espace capitaliste.

Ainsi donc, la création d'un nouvel Etat cantonal dans

la Confédération Helvétique ne va rien changer à l'assoupissement inévitable de l'activité économique de cette région marginale, quoiqu'en disent les démagogues autonomistes. Tout au plus va-t-elle permettre de créer une couche de parasites bureaucratiques nécessaires à faire tourner la machine administrative qui vivra en partie des mannes de la Berne Fédérale.

Et pendant qu'on "amusait" les prolétaires du Jura avec la question de l'autonomie, le Capital restructurait son industrie horlogère en licenciant "sans incident" les travailleurs devenus inutiles. Plusieurs milliers de licenciements dans l'horlogerie et la micro-mécanique n'ont pas provoqué un seul mouvement d'ensemble dans le prolétariat régional. La seule action concrète engagée par la FTMH fut d'aller bras-dessus-bras-dessous avec le patronat à Berne pour suggérer une DEVALUATION du franc suisse pour sauver l'horlogerie suisse de la concurrence étrangère sur le marché américain.

Pleurer sur l'économie suisse mise en difficulté par la

NOTE AUX LECTEURS :

En raison du manque de place, la seconde partie de la série "L'OCI ou l'éternelle hypocrisie du centrisme" commentée dans le précédent "Supplément" est reportée au prochain numéro.

chêreté du franc suisse voilà qui est à la portée de ce grand syndicat ouvrier (!!!). Organiser la lutte des travailleurs brusquement tombés dans la misère qu'ils soient germanophones ou francophones, voilà qui est bien trop demandé ! Lorsque l'on s'affirme un défenseur acharné de l'économie nationale on ne peut que s'incliner devant les conséquences de la crise!!!

Mais quand il s'agit de défendre le "principe cantonal" dans le Jura, alors on ouvre démocratiquement ses colonnes à un "ancien syndicaliste" le Président de la Confédération lui-même.

Voilà pour qui douterait encore de l'alignement des syndicats derrière l'Etat !!!

Pour l'ensemble des Partis Constitutionnels et des Partis et Organisations de l'extrême gauche, l'unanimité s'est faite sur la question de l'autonomie. Pour tous sans exception, il s'agissait de faire "acte de justice démocratique" envers le "peuple jurassien".

De cette première position de principe il en est dérivé des considérations diverses.

Pour les partis bourgeois traditionnels, le simple principe de justice recouvrait en fait le désir profond d'un retour à l'ordre et à la discipline. Eviter les débordements, éteindre les passions voilà toute l'ampleur des aspirations du bourgeois pragmatique.

Pour le PST, l'idéal de justice devenait le centre de sa propagande, mais le Comité Central n'a pu s'empêcher de publier une résolution dans laquelle transparaît sa véritable position : "Un vote négatif ... NUIRAIT AUX INTERETS DE LA SUISSE (souligné par nous) comme à ceux du peuple jurassien ...". Faut-il faire d'autres commentaires sur l'alignement de ce parti ouvrier-bourgeois derrière l'Etat, garant des "intérêts supérieurs du Pays" !!!

La LMR, toujours à la recherche d'une "dynamique sociale" qui se substituerait au murissement des conditions objectives de lutte, avait reconnu il y a 4 ans dans le mouvement séparatiste une occasion de précipiter l'avènement de puissantes luttes sociales. Confondant à plaisir, la ques-

tion nationale dans une aire où la révolution anticoloniale est à l'ordre du jour, avec la question des minorités dans les aires de haut développement capitaliste, la LMR s'embourbaît au fil des ans tant sur le terrain théorique que sur celui de la pratique pour finalement déboucher sur des positions du plus plat réformisme.

Ainsi la LMR, n'hésita pas, sur la question de la Constituante à faire des propositions bien entendu dénommées "solutions propres à la classe ouvrière". Mieux, on lit dans la "Brèche" no 189-190 - 26 août 78: "... les salariés jurassiens doivent refuser de lier leurs mains à la gestion de l'Etat jurassien, en particulier REFUSER QUE LE PS PARTICIPE (souligné par nous) à l'exécutif du nouveau canton où il ne pourra que cautionner par sa présence la politique bourgeoise et réactionnaire du PDC" (!!!)

Cela messieurs, ce n'est plus du centrisme, historiquement défini comme l'oscillation entre la droite réformiste et la gauche révolutionnaire, c'est du plat réformisme car :

- le prolétariat n'a pas de solution constitutionnelle à proposer dans un pays aussi sûr sur le plan capitaliste que la Suisse, et
- le PSS étant un parti bourgeois, le prolétariat n'a que foutre qu'il soit à l'exécutif ou non.

Des velleités marxistes de son enfance, la LMR est passée définitivement aujourd'hui du côté des défenseurs de l'ordre établi en devenant l'

agence électorale du "front ouvrier" compris comme le front des partis ouvrier-bourgeois. Cela aussi démontre l'alignement de cette petite force politique derrière l'Etat .

Quand à l'OCDR, maniant à ravir la dialectique maoïste elle défend mordicus depuis sa création il y a un peu plus d'un an, l'ensemble des principes anticommunistes du stalinisme pur et dur. Ayant sur la question jurassienne caractérisé avec justesse "le mouvement séparatiste" comme "un mouvement populaire dirigé par la petite bourgeoisie" nous n'y verront pas pour autant une lueur d'intelligence marxiste.

Quand on affirme "lutter contre le démantèlement de l'économie suisse" et lutter "pour l'indépendance nationale et le socialisme" (!!!), c'est que l'on s'affiche comme une force politique chauvine, anti-internationaliste et donc anti-ouvrière, c'est que l'on s'aligne derrière l'Etat bourgeois et les intérêts (nationaux) qu'il défend, d'autant plus qu'on le critique sur son manque de fermeté en la matière.

Démocratie, démocratie, tel est le cri immonde que l'on entend partout et toujours devant la montée des antagonismes sociaux et politiques.

Pour toutes les forces politiques, un seul et même drapeau : ENCORE PLUS DE DEMOCRATIE. Telle est la réalité de l'alignement des forces politiques devant les conséquences inévitables de la crise capitaliste.

Lénine falsifié ! L'OCDR justifie la politique étrangère chinoise

De même que l'existence de relations amicales entre Pékin et Santiago, la visite de Hua Kuo-Feng en Iran au moment même où les masses laborieuses et le prolétariat subissaient une répression sanglante et tombaient sous les balles de l'armée et de la police, fait partie de la torreuse politique de défense des intérêts nationaux de la Chine; et il faut toute la dialectique

obscurantiste de Mao pour justifier de telles relations d'Etat à Etat au nom du marxisme scientifique. Un tel événement, devenu chose courante ces dernières années où la Chine s'ouvre au marché mondial, a bien entendu fait frémir d'indignation les démocrates bourgeois, accuser la Chine de complicité avec le Shah et mettre à l'index les partisans occidentaux de la Realpoli-

tik de Pékin. Une telle critique lancée par ces dignes défenseurs des "Droits de l'Homme" ne pouvait pas rester sans riposte de l'OCDR qui se sentait subitement rejetée du camp des démocrates auquel elle aspire appartenir à part entière et auquel elle espère bien enchaîner la classe ouvrière. Dans son tract d'appel à la manifestation du 16 septembre contre la répression en Iran, l'OCDR se lance dans quelques fumeuses explications pour justifier sa présence dans cette manifestation de nature démocratique.

La pauvreté de ses arguments - dont le plus brillant est sans doute de déclarer qu'un bon diplomate ne remet pas à plus tard un voyage prévu longtemps à l'avance! - ne cède le pas qu'à la falsification la plus éhontée des principes communistes sur la question de la solidarité internationale du prolétariat et des relations que peut entretenir, en certaines circonstances historiques, un Etat prolétarien avec des Etats bourgeois. Il est entendu que pour nous communistes, la Chine n'est pas un Etat à direction prolétarienne, ni encore moins un "Etat socialiste", et qu'il est donc bien difficile de justifier les relations qu'entretient la Chine avec les autres nations autrement qu'en analysant la nature des rapports entre Etats bourgeois. Les difficultés rencontrées par l'OCDR dans son explication laisse à elles seules se dévoiler la nature réelle de l'Etat chinois.

Pour s'affubler du titre de marxiste orthodoxe, l'OCDR fait référence à Lénine, "qui a jeté les bases sur lesquelles s'appuie un Etat socialiste dans sa politique vis-à-vis des autres pays du monde", pour donner crédit à la politique extérieure de la Chine. Nous ne développerons pas dans ces quelques lignes tout ce que Lénine a pu dire ou écrire et surtout entreprendre sur cette question, mais nous en retiendrons l'essentiel pour notre démonstration. Après la révolution d'Octobre et devant la défaite de la révolution en Allemagne, l'Etat soviétique, dirigé alors par les bolchéviks, se trouva dans l'obligation de nouer des relations économiques avec les nations capitalistes occidentales. De telles relations étaient absolument vitales pour le maintien de la dictature du prolétariat et l'accomplissement des tâches de la révolution.

Renforcer la domination de classe du prolétariat signifiait dans ce pays totalement arriéré économiquement, en l'absence de toute aide pouvant venir de la révolution dans les aires de capitalisme avancé, lui donner des bases matérielles et sociales solides en brisant les entraves au développement du capitalisme dans les campagnes (petite production familiale autarcique, etc...) et en élargissant le poids de la classe ouvrière sur la petite paysannerie par l'accroissement de la production industrielle sous la direction de l'Etat. Développer le capitalisme en URSS, telle était la tâche immédiate de la dictature prolétarienne en ce moment, telle était la condition pour jeter les bases du socialisme, et cette phase de capitalisme d'Etat serait selon l'analyse même de Lénine d'autant plus longue que la Russie resterait isolée dans sa révolution. Mais un tel processus ne pouvait s'accomplir sans que l'URSS ne rompe son isolement économique conséquent à son isolement politique, et donc ne cherche par des échanges sur les marchés mondiaux à développer ses forces productives.

Voilà ce qui en est des raisons objectives qui ont obligé l'URSS à projeter dès la fin de la guerre civile des relations économiques avec les Etats capitalistes occidentaux.

Pour ce qui est des relations politiques, Lénine n'a toujours eu qu'une seule ligne: aucune union avec un Etat bourgeois quel qu'il soit pour défendre les intérêts russes contre une autre nation "ennemie commune", aucune relation privilégiée renforçant un impérialisme contre un autre! Les seuls liens politiques existant entre un Etat de dictature du prolétariat et une nation de l'autre bloc de classe ne peuvent être que les liens de fer qui unissent la classe ouvrière de cette nation avec le prolétariat parvenu au pouvoir contre leur seul ennemi commun: LE CAPITAL! Et ces liens ne peuvent être forgés que par l'action d'un Parti Communiste Mondial, parti que représentait à sa fondation la IIIème Internationale, et qui dû sa liquidation sur le plan politique aux pères staliniens du maoïsme. Nous sommes donc loin ici du "Front uni contre les 2 superpuissances" que la Chine tente de construire en unifiant "les

peuples et pays du deuxième et troisième monde".

L'intervention de Hua en Iran (de même qu'en Roumanie et Yougoslavie) a donc une signification politique précise: dans sa lutte concurrentielle contre l'URSS, la Chine s'emploie aujourd'hui à ramener à elle les pays représentant un intérêt économique ou stratégique important et à les sortir de la zone d'influence russe. L'Iran devrait donc selon la thèse chinoise - similaire à celle des Etats-Unis qui en la circonstance ont fait savoir par la bouche de Carter son soutien au Shah - servir de rempart à l'expansionnisme russe. En vertu de ces grands desseins bourgeois, la Chine n'a donc aucun scrupule à accrédi ter les Etats bourgeois les plus sanguinaires. Cette politique extérieure antiinternationale et criminelle subordonne donc toute lutte ouvrière et des masses opprimées à la construction de ce "Front uni".

La devise de l'OCDR est "Unir son camp et diviser l'ennemi"! En tant que communiste, lorsque l'on parle d'unité on ne peut parler que de celle de la classe ouvrière quelque soit sa nationalité, contre le Capital.

Mais pour l'OCDR "unir son camp" c'est unifier les bourgeoisies nationales du "deuxième et troisième monde" contre les Etats-Unis et l'URSS, donc renforcer le poids de leur domination de classe sur le prolétariat, car on ne peut être fort face à un impérialisme concurrent qu'en étant fort face à la classe ouvrière dans ses frontières nationales! Ce n'est donc pas chez "l'ennemi" que se fait la division des forces mais bien dans les rangs de la classe ouvrière mondiale.

La révolution prolétarienne ne pourra jamais admettre de tels principes anticommunistes et devra balayer leurs défenseurs comme elle balayera tous les apôtres du chauvinisme!

**SOUSCRIPTION
INTERNATIONALE
pour les grévistes de l'Ascon
(Espagne)**

Les versements sont à envoyer à notre journal qui transmettra au Comité de grève.

OCDR: MISERE DU MAOISME

LA QUESTION DU PARTI

Dans le précédent numéro du "Supplément au prolétaire" nous avons examiné sous la loupe du marxisme les positions syndicales de l'"Organisation Communiste le Drapeau Rouge" (DR). Dans le second article de cette série critique sur les tâches que se fixent DR et ses acolytes "Kommunistische Organisation Arbeiterpolitik" et "Kommunistischer Bund" (1), nous abordons la question fondamentale du Parti de Classe. Comme dans l'article précédent, nous tirons nos sources des "Documents politiques du Congrès de fondation de l'OCDR".

"Le peuple, le peuple seul est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle. Le mouvement historique est l'oeuvre des masses. Le socialisme, si plein de vie et de créativité, est la création des masses populaires elle-mêmes. La révolution prolétarienne n'est donc pas l'oeuvre d'un parti délié des masses et agissant à leur place. Elle est l'oeuvre de tout le peuple et en particulier de la classe la plus authentiquement révolutionnaire: le prolétariat".

Ce n'est pas le peuple qui est créateur de l'histoire, à moins qu'on ne le prenne dans son aspect contradictoire c'est à dire formé de classes aux intérêts divergents et encore cela serait faux car cela exclue-

rait tous les modes d'agrégation sociale précédent la société bourgeoise, mais c'est la LUTTE DE CLASSE.

Nous sommes habitués à voir DR déformer Lénine, voici venu le tour de Marx !
"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes". Ainsi commence le "Manifeste de 1848.

Si DR, se prélassa dans les délices de la surenchère sur la "créativité des masses", c'est qu'elle a une conception du parti telle qu'il n'apparaît pas comme une force agissante et autonome, mais comme un organisme dilué dans les masses, comme phagocité par elles. C'est ce que nous allons démontrer.

• le caractère de classe du Parti Communiste

"Le rôle du parti est d'être l'avant garde des masses, la direction claire et décidée de leur lutte, l'organisation capable d'assimiler les expériences, de les synthétiser et de les restituer aux masses sous forme d'orientations politiques qui font avancer la lutte".
(p. 104)

(1) Nous rappellerons que ce programme de tâches "dans cette phase de réorganisation du prolétariat" se définissait en 3 points: "- reconstruire un authentique et unique Parti communiste, c'est-à-dire recons-

Dans cette citation est résumée toute la conception du "parti-filtre" et de "parti-grand-frère-pédagogue" caractéristique du maoïsme.

Cependant cette proposition recèle en elle-même une contradiction: le parti ne peut être à la fois le parti d'avant-garde (des masses !!!) et le parti

truire son programme et son organisation;

- développer, organiser et diriger le syndicalisme de classe;
- construire, organiser et diriger une union démocratique et populaire".

qui synthétisant, brassant, bref filtrant les idées des masses se donne pour tâche de les restituer sous forme "d'orientations politiques".

Ou bien, être à l'avant-garde de cela signifie être capable de prévoir le développement futur d'un événement social donné en imprimant au mouvement réel une direction telle qu'il aille le plus loin possible compte tenu de ces conditions d'existence, et cela nécessite une théorie, un programme, des principes et une tactique-plan aptent à guider le parti dans ses tâches de DIRECTION, ou bien être à l'avant-garde cela signifie être l'interprète des "idées des masses", et la claire prévision des événements futurs se ramène à un doux bricolage pifométrique sans rapport avec l'analyse des conditions objectives de la situation concrète, pour parler comme DR.

Car dans cette polémique, il faudrait savoir ce qui, chez DR, reste de la vision matérialiste de la révolution.

Ou bien les conditions d'existence nécessaires à la révolution sont connues et la tâche du parti est d'analyser la situation pour y reconnaître le murissement de ces conditions et pour y définir ces tâches principales, ou bien l'on a une vision plus que brumeuse de ces conditions et toute la "pratique" du parti se ramène, soit à la sous-estimation, soit, le plus souvent, à la surestimation des moindres craquements dans l'ordre établi.

On ne peut s'autoproclamer, avant-garde, sans avoir fait l'effort d'analyse de la contre-révolution, analyse nécessaire à la compréhension de l'état actuel du mouvement ouvrier mondial.

Le fait que DR se définisse des tâches aussi abstraites que fausses, mariant le volontarisme et l'immédiatisme prouve son incapacité à reconnaître les conditions de la reprise du mouvement de classe. Au lieu de s'attacher modestement et opiniâtrément à la propagande et au travail d'organisation réel du prolétariat, DR préfère la phrase et ... la pratique basement électorale, frontiste et interclassiste.

• l'unicité du Parti

"Il n'y a qu'un seul parti de la classe ouvrière... Le caractère unique du parti du prolétariat n'a donc pas à être auto-proclamé mais il est un fait pratique. Il est erroné de parler de parti unique car c'est une source de confusion. Le parti du prolétariat n'est pas le seul parti engagé dans le processus révolutionnaire concret, il ne vise pas à organiser toutes les couches et classes de la population mais, comme l'ont montré les révolutions russes et chinoises, il collabore, dans le processus révolutionnaire et dans les premières phases de la construction du socialisme, avec les partis populaires et petits-bourgeois qui acceptent l'hégémonie du prolétariat. C'est donc bien d'un unique parti du prolétariat qu'il faut parler". (p. 104)

A force de reculer sur les positions marxistes au nom du maoïsme, on en vient tout naturellement à renier ce qui apparaissait dans les premières pages de ce document comme une promesse de réappropriation du programme communiste !

Passons sur le fait que les révolutions chinoise et russe sont mises sur le même pied, nous en avons assez parlé. Mais dire que dans la révolution prolétarienne, chaque classe (du peuple NDR) sera représentée par son parti pourvu qu'elle accepte l'hégémonie du prolétariat, c'est simplement réinventer l'histoire future, c'est rejeter ce qui avait été proclamé dans les premières pages : la dictature du prolétariat.

En admettant que les bolchéviks aient été alliés avec les Socialistes-Révolutionnaires de gauche pendant quelques mois -ils ont été écrasés d'ailleurs après avoir cherchés à entraver le processus révolutionnaire -, cela ne signifie nullement qu'il s'agisse d'un schéma définitif et obligatoire. Au contraire en remplaçant la révolution bolchévique dans le contexte d'une "transcroissance" de la révolution démocratique de Février en une révolution double (prolétarienne et communiste en politique, bourgeoise et capitaliste en économique) en octobre, il est facile de

comprendre que ce genre d'alliance pouvait apparaître.

Mais jamais les dirigeants bolchéviks et surtout Lénine NE SE SONT FAIT LES CHANTRES D'UNE REVOLUTION PROLETARIENNE, OU CHAQUE CLASSE SERAIT REPRESENTEE PAR SON PARTI, MEME SOUS HEGEMONIE COMMUNISTE. Cela, c'est de la pure invention, de la théorie de fond de bazar, dont rien ne justifie les fondements, si ce n'est l'éternel principe démocratique.

Qu'est-ce que la dictature du prolétariat si les couches et demi-classes petites-bourgeoises ont droit à la parole à travers leurs représentants politiques pour défendre des intérêts qui sont inévitablement réactionnaires.

Ces couches qui n'ont aucun avenir historique n'ont que le choix d'être contraintes ou d'adhérer pleinement aux objectifs généraux de la classe prolétarienne, classe à laquelle ils appartiennent potentiellement du fait du développement capitaliste, en abandonnant leurs illusions revendicatives d'une hypothétique retour en arrière.

Faire croire que dans le processus révolutionnaire, dans le cadre d'une révolution pure il y aura place pour les partis représentants inévitablement les ennemis du prolétariat c'est renoncer purement et simplement à la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Il est clair que le prolétariat ne peut exercer sa dictature et sa terreur de classe qu'en supprimant, et c'est le minimum, le droit à toute expression politique de toutes les classes qui lui sont extérieures.

La question du parti unique dans la révolution n'est pas une question abstraite. Si peu d'ailleurs que chaque révolution conséquente (démocratique et plébeienne, socialiste et prolétarienne) a été dirigée par UN parti.

Les bolchéviks ont été contraints d'écraser leurs alliés parce que la poursuite de la révolution réclamait UN CENTRE UNIQUE.

Les Jacobins de 1792-93 n'ont pas été autre chose que les agents nécessaires de la révolution plébeienne, qui réclamait sous peine de s'arrêter à mi-chemin UN CENTRE UNIQUE: d'où la "Terreur" et l'élimination de tous les autres partis moins radicaux.

En Chine, le CENTRE UNIQUE était l'"Armée populaire de libération", le parti n'étant que la reproduction plus ou moins nette de la hiérarchie militaire.

Quant aux révolutions africaines les plus récentes, elles se sont exprimées à travers UN CENTRE UNIQUE comme en Angola avec le MPLA ou au Mozambique avec le FRELIMO.

Vivent les nouveaux périodiques du Parti !

EL PROLETARIO

(Bulletin pour l'Amérique latine)
N° 1 - octobre 78

- Un instrumento para la organización de la vanguardia del proletariado
- Dictadura del proletariado o dictadura de la burguesía
- Nicaragua
- Revueltas en Iran
- Un abismo de clase está cavándose en la resistencia palestina
- Magnífico auge de las luchas en América Latina
- Estados Unidos: La huelga de los mineros del carbón
- Argentina: PCA, edecan de la Junta Militar; LCR, por la «normalización sindical».
- A los cinco años del «pinochetazo»: ¡Romper con la democracia!

*

el-oumami (l'internationaliste)

N° 1 - octobre 78

- L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption.
- Pour le parti ouvrier indépendant: 1 - Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays.
- Algérie: Misère de l'anti-impérialisme bourgeois - L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire! - Sur la Charte nationale.
- Lutttes ouvrières: grèves au Maghreb, lutte des foyers Sonacotra en France.

Voulant à tout prix se distinguer de la thèse trotskiste du "droit de tendance politique" dans la révolution, DR fait des jeux de mots en remplaçant "parti unique" - ce qui laisse entendre qu'il y a exercice de la dictature par un seul parti, celui de la classe ouvrière - par "unique parti" qui selon DR signifie UN PARTI PAR CLASSE.

Grand manieur de phrases, grand inventeur de théories nouvelles, DR tombe systématiquement dans les erreurs démocratiques vulgaires. En réalité DR a remplacé la dictature du prolétariat par le front de classes. En ceci, il ne se distingue nullement des radoteurs des "fronts populaires" et autres balivernes démocratiques qui fourmillent dans les milieux de la gauche petite-bourgeoise.

• rôle du Parti

"Le parti doit guider les masses dans la réalisation de toutes leurs idées justes. Il doit éduquer les masses pour qu'elles corrigent les idées fausses qui peuvent se manifester en son sein".(p.p04)

• le programme

"Ce n'est qu'en agissant et en situant notre action dans la perspective de la révolution prolétarienne que nous parviendrons à édifier une stratégie, un programme".(p. 102)

La préparation programmatique de DR découle bien sûr de sa vision spontanéiste du processus révolutionnaire. Alors que le marxisme se définit comme la théorie propre au prolétariat, parce qu'il est le reflet dans le domaine des idées des conditions de la lutte pour son dépassement en tant que classe, qu'il est le condensé de toute sa nécessaire trajectoire historique, et qu'il ne peut pas être conçu uniquement comme une critique des idéologies propre à la vision déformée de la classe bourgeoise parce qu'il intègre à la fois le programme, les principes et la tactique, dans sa vision globalisante des conditions de son émancipation, DR trouve le moyen de faire découler sa "stratégie" (il faudrait que DR définit ce qu'il entend par là) et son programme de sa pratique immédiate.

Autant dire que c'est l'aveu d'une renonciation à toute vision de l'arc historique par lequel le prolétariat devra nécessairement passer qui caractérise le marxisme.

DR fait du marxisme une théorie empirique. Pour les marxistes au contraire, c'est dans le parti et uniquement en lui que se trouve renversé la relation

de la conscience et de l'action. S'il en était autrement, c'est à dire si dans le parti la vision théorique ne précédait pas l'action, le parti en tant que guide nécessaire du mouvement réel n'aurait en réalité aucune raison d'être.

Il suffirait par approximation et sans prévision de corriger les erreurs pour remettre le mouvement dans le droit chemin. Mais une telle vision ne peut en aucune façon permettre cette correction puisque justement il manque cette référence continue, que sont le programme, les principes et la tactique.

Les théorisations hâtives de DR, sur les nécessaires "organismes intermédiaires" démontrent dans quel désarroi nos maoïstes pataugent.

"La révolution n'est pas une question d'organisation" disait la "Gauche", en polémique avec les "Ordinovistes" et tous les créateurs de "voies nouvelles au socialisme". Ce n'est pas en obligeant l'histoire à se dérouler dans des schémas établis dans l'abstrait que l'on fait MURIR les conditions de la révolution, mais en travaillant sans relâche à développer chaque possibilité réelle de renforcement du parti et de son influence sur le prolétariat en lutte. Les communistes ne s'embarrassent pas des formes dans lesquelles son influence pourrait se raffermir, mais dans chacune de ces formes, ils défendent la position d'un organe ouvert à tous les prolétaires qui doit se battre avec les méthodes de la lutte de classe. Toute autre vision relève de l'impatience propre à l'immédiatisme.

Voilà une citation démontrant le caractère pédagogique de l'action du Parti. Le Parti filtrant les idées des masses, garde les "idées justes" et rejette les fausses.

Mais quel est le critère de vérité ? Comment se fait-il que les "masses" puissent lancer des idées justes de manière spontanée ? Sur tout cela c'est le silence !

Reléguer le rôle du Parti à l'état de filtre et à l'état de pédagogue, c'est lui enlever ce qui est sa tâche : ETRE LE GUIDE. Cette conception est d'autant plus fumeuse que DR revendique le "parti d'avant-garde" ! Mais nos maoïstes n'en sont plus à une contradiction près .

De cette conception découle une vision de la révolution engendrée par l'illumination des masses. Elles seraient donc prêtes à faire la révolution après en avoir compris la nécessité ! Mais alors le combat révolutionnaire ne se situe plus sur le terrain de la violence, mais dans le monde idéal de l'idéologie !

Au combat matériel, on substitue le combat des idées, le Parti cherchant à disputer à l'idéologie bourgeoise la tête de chaque prolétaire. C'est une vision qui ne tient pas compte de la fantastique pression sociale et idéologique de la bourgeoisie. Le Parti ne peut en aucun cas espérer avoir conquis l'ensemble des prolétaires aux "idées communistes" avant la révolution.

Il n'a que l'ambition de DIRIGER le mouvement de classe, nécessairement engendré par les conditions matérielles, contre le pouvoir bourgeois pour l'instauration de son propre Etat. Cette conquête ne pourra se faire qu'après la révolution au cours d'une longue et opiniâtre lutte.

Et si le Parti fait de la propagande, en s'appuyant sur les luttes spontanées prolétariennes pour les buts finaux du communisme et pour la nécessité d'abattre un jour l'Etat bourgeois, c'est avant tout pour faire converger en lui, la fraction avancée des prolétaires d'avant-garde, à la recherche du Parti, seule garantie d'une implantation et d'une influence réelle sur l'ensemble du prolétariat.

L'adhésion des grandes masses au communisme ne se fera pas à coup de cours théoriques, mais se fera par la démonstration dans les luttes que seules les METHODES préconisées par les communistes permettent des victoires réelles. Et la crise révolutionnaire ne viendra pas de l'illumination des masses sur la justesse de la vision marxiste, mais viendra de l'épuisement dans les faits DE TOUTE SOLUTION REFORMISTE.

Et c'est dans ce moment crucial que la "condition subjective" de la révolution, à savoir, la préparation, l'influence sur les masses et la capacité organisationnelle du Parti est indispensable, pour faire le saut qualitatif qu'est la conquête du pouvoir par les masses prolétaires.

• organisation du Parti

"Au sein, comme en dehors du parti, il faut pratiquer pleinement la démocratie; c'est-à-dire qu'il faut pratiquer consciemment le centralisme démocratique".

"Le centralisme est inséparable de la démocratie. Il en est un aspect nécessaire; il est le mouvement qui concentre les idées justes des masses, qui les dégage par une analyse marxiste-léniniste. Le parti, par le centralisme et la démocratie, par la soumission de la minorité à la majorité vise à impulser et à renforcer la démocratie dans les masses".

"Le centralisme démocratique implique de pratiquer la critique et l'autocritique de façon permanente". (p. 105)

Ce n'est qu'après la victoire, par suppression du droit à la parole, du droit de réunion et d'organisation, à la bourgeoisie et aux demi-couches petites-bourgeoises - conditions indispensables pour arrêter la reproduction de l'idéologie bourgeoise - que naîtront enfin les conditions pour une réelle éducation des masses en vue de construire l'"homme nouveau", à travers l'élimination des conditions objectives qui l'opprime et l'empêche de s'éclorre.

C'est par l'apprentissage, nécessairement lent, d'une nouvelle façon de penser COLLECTIVEMENT et non plus individuellement, sur la base d'une organisation collective des capacités humaines, que se dégagera l'"homme nouveau" enfin libéré de la lutte quotidienne pour la survie, base de l'individualisme de l'égoïsme et de toutes les tares produites par l'aberrant mode de production capitaliste dont le mode d'existence est la CONCURRENCE GENERALISEE.

L'éducation des masses pour la réalisation des "idées justes" est une caricature abérante du processus révolutionnaire décrit par la conception matérialiste de l'histoire des sociétés humaines.

mé par tous les courants falsificateurs qui s'accrocheraient à lui pour faire rentrer par la fenêtre le principe majoritaire que l'on avait chassé par la porte.

Ainsi DR tombe sous cette juste critique, en faisant de ce principe UN PRINCIPE ORGANISATIF ABSOLU.

La Gauche proposait de remplacer le terme ambigu "démocratique" par "organique", qui décrit lui la relation qui lie le sommet et la base, ou mieux, le centre et la périphérie, non pas sur la base d'un principe majoritaire, mais sur la base d'une adhésion volontaire aux buts finaux, à un corps de principes, à un programme, en un mot à une doctrine défendue par le Parti. Le terme organique, éliminait ainsi toute possibilité de faire rentrer par la bande le principe majoritaire si cher à la démocratie bourgeoise.

Si nous insistons lourdement sur ce point, c'est qu'il est fondamental pour qui défend le patrimoine doctrinal marxiste.

Qui défend le principe majoritaire rejette inévitablement comme étant dénué d'intérêt, la nécessité de la doctrine, et DR dans son éclectisme ne fait que confirmer cette thèse.

La deuxième citation ne fait que renforcer notre critique. Quand on a pas de principe, les erreurs sont fréquentes lorsqu'il n'existe aucune référence pour guider la pratique ! L'autocritique est le pendant du principe majoritaire, mais elle n'est en aucune façon un principe organisationnel des communistes.

Quaderni del programma comunista

AU SOMMAIRE DU N° 3

IL PROLETARIATO E LA GUERRA

Commandes à « Il programma Comunista », Casella Postale 962 - Milano (Italia). Prix : 8 F.

Car les marxistes en bons matérialistes revendiquent à la minorité le droit d'avoir raison, non pas au nom d'un "principe minoritaire" mais au nom de la doctrine, seul critère de vérité. Et les exemples sont nombreux !

Lénine de retour d'exil en Avril 17, avait raison, tout seul, contre l'immense majorité des dirigeants bolchéviks, et il combattit les thèses menchéviques qu'avait prises la Pravda (dirigée par Staline soit-dit en passant) sur l'attitude attentiste du parti face à la révolution bourgeoise en cours.

Selon les principes décrit par DR, Lénine aurait dû s'incliner devant la majorité, refuser de défendre les positions

marxistes, au nom d'un principe bourgeois !

Adhérer au principe majoritaire dans le Parti, c'est renoncer à toute cohérence doctrinale, c'est reculer devant la bourgeoisie.

Il est amusant de faire le lien entre cette conception démocratique et l'attitude sectaire de DR lorsqu'il s'agit d'organiser les prolétaires. Dans son organisme de classe (le Comité d'Action Syndicale) n'est présent qu'un seul type de discours politique : celui de DR. C'est là évidemment une conception très particulière d'un organisme ouvert !!! Mais on se défend avec les armes que l'on a, faute d'avoir une vision cohérente du processus révolutionnaire.

• l'organisation communiste en Suisse

"L'Organisation Communiste Suisse, par sa base d'enquête nationale, peut et doit élaborer le programme des communistes. Elle doit diriger les masses dans leurs luttes et ne plus se contenter de les interpréter après coup. Le parti communiste, lui, représente la fusion réelle de l'avant-garde de la classe ouvrière et des masses en un tout indivisible et indestructible". (p.105)

La subtile nuance qu'opère DR entre "Organisation" et "Parti" est une justification à posteriori de son vide doctrinal.

Puisqu'aujourd'hui, la question n'est pas de fonder le Parti, toutes les questions qui en découlent, sont reportées à plus tard. C'est habile, mais cela n'a pas grande signification.

En effet selon DR, le Parti se caractérise par sa composition sociale. "Organisation" aujourd'hui parce que constitué essentiellement par des éléments d'origine petite-bourgeoise en rupture de classe, "Parti" demain parce que les ouvriers y sont en grand nombre.

Plus grave, ce qui caractérise le parti, c'est sa capaci-

té à diriger les masses (populaires, NDR). Le parti, organe de combat de la classe ouvrière devient réellement parti lorsqu'il représente l'organe d'un front de classe!!! C'est là assurément une étrange définition.

En réalité, le parti peut être dans le cas extrême représenté par un seul homme, si l'on considère le parti comme le dépositaire de la doctrine. Le lien qui le rattache au mouvement de la classe se construit dans la lutte qu'il mène avec le prolétariat. La fusion du parti avec la classe est un lent processus qui va jusqu'à et au-delà de la prise du pouvoir.

L'existence du parti n'est pas contingente. Il est ou il n'est pas. Le lien entre lui et le prolétariat dépend à la fois de facteurs externes - le mûrissement des conditions révolutionnaires - et de facteurs internes - sa capacité de défendre le patrimoine doctrinal et sa capacité d'intervention. Mais si le parti n'est pas, son renforcement et le développement de son influence au sein de la classe ne peut se faire!

Dans la conception de DR, l'organisation ne deviendrait parti que la veille de la révolution. En dehors de cette période de "la fusion de l'avant garde de la classe ouvrière et des masses" qui plus est "en un tout indivisible et indestructible" n'existe pas.

L'organisation communiste n'est donc qu'une argutie théorique pour justifier son incapacité à comprendre la séparation - malheureusement trop réelle aujourd'hui - de la classe d'avec son parti.

Revue théorique du Parti

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

NR. 19 — AOUT 1978

- Die « Steigerung der Massenkaukraft » oder das Wunderwässerchen der reformistischen Scharlatane
- Die Entwicklung der imperialistischen Gegensätze seit dem 2. Weltkrieg
 - Die Nachkriegsperspektiven im Lichte der Parteiplattform (1946)
 - Weltfrieden oder wachsende imperialistische Gegensätze? (1973)
 - Rückblick und weitere Entwicklung
- Lenins Schrift « Der « Linke Radikalismus », die Kinderkrankheit im Kommunismus »: die Verurteilung der künftigen Renegaten
- Zum prager Frühling 1968: der Stalinismus mit menschlichem Antlitz (über ein Buch von Jiri Pelikan)
- Trotzistische Perlen im Rosenkranz der bürgerlichen Moral und des parlamentarischen Kretinismus.



VOICI LE SOMMAIRE DU N° 27-28
(juin-novembre 1978) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- La evolución de las relaciones inter-imperialistas desde la última guerra.
- Cuestión femenina y lucha de clase.
- Las proezas del marxismo universitario : a propósito de las obras de Baran y Sweezy.
- El « pensamiento de Mao » : expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución anti-proletaria mundial (I).
- Acerca de la revolución en América Latina.
- El programa del Partido.

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !

L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois, et de la dictature

L'article que nous publions ci-dessous est le dernier de la série des trois articles dont les deux premiers ont paru dans les "Supplément" numéros 11 et 12, et tirés des "Prolétaire" numéros 159 et 160. Il a été publié pour la première fois dans le numéro 20 de février 1921 de "Il Comunista", organe central du Parti Communiste d'Italie.

L'EMPLOI DE LA VIOLENCE

Dans les précédents articles traitant de la prise du pouvoir, nous nous sommes efforcés de formuler dans leurs termes véritables les différences de principe qui séparent les communistes des partisans des thèses socialistes traditionnelles. Notre propos n'était pas encore la critique de la tactique social-démocrate et de son développement nécessaire jusqu'à l'action ouvertement anti-révolutionnaire, critique qui n'a été abordée qu'en passant, et qui mérite d'être traitée longuement. Pour l'instant il s'agit simplement de démontrer que la méthode communiste a un contenu qui lui est propre, et qui est défini de façon si rigoureuse qu'on ne peut pas l'accepter avec des réserves, en prendre une partie et rejeter l'autre, ni l'assouplir par une critique visant à réduire l'écart entre nos positions et les vieilles illusions social-démocrates.

Nous avons donc mis en évidence l'opposition entre la thèse social-démocrate et la thèse communiste, en montrant que c'est seulement en apparence que le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat constitue un point de départ commun, car en réalité, ce qui sépare ces thèses, c'est la question plus importante de la nécessité ou non de briser l'appareil de l'État bourgeois pour créer la possibilité d'un pouvoir prolétarien qui détruira l'économie bourgeoise. Quand les social-démocrates nous disent : l'État tel qu'il est aujourd'hui (c'est-à-dire avec son parlement et son appareil exécutif) peut être pris et utilisé pour les buts de

classe du prolétariat — ce qui revient à dire que l'on peut atteindre ces buts sans action violente ni lutte armée — quand les social-démocrates s'expriment ainsi, peu nous importe qu'ils se réclament du marxisme et acceptent en paroles les idées de *lutte de classe, d'intransigeance, d'exercice du pouvoir sans participation bourgeoise*. Ces gens-là ne comprennent rien au marxisme puisqu'ils n'ont pas assimilé la critique de la démocratie et du rôle de l'État dans les rapports entre classes ; pas plus chez Marx que dans l'histoire, ils n'ont appris qu'une structure étatique donnée naît, vit et meurt en tant qu'instrument du pouvoir de la classe que le développement des moyens de production met à la tête de la société ; et que la classe bourgeoise capitaliste a trouvé cet instrument dans l'État parlementaire moderne, qui existe dans tous les pays qui ont conquis les délices du régime démocratique avec son cortège de bureaucratie, d'armée, de justice de classe.

Ces gens ne voient même pas que pour prendre la direction de la société — quand la maturation des rapports économiques l'y a poussée — la bourgeoisie a dû noyer dans le sang et dans la terreur les vieilles institutions, les personnes, les castes dominantes. Ils acceptent la thèse spécifiquement et stupidement bourgeoise selon laquelle la nécessité de l'emploi de la violence, de la guerre civile et des bouleversements révolutionnaires aurait disparu du cours de l'histoire après la violence légitime de la révolu-

tion démocratique qui aurait ouvert l'époque des luttes civilisées, pacifiques et électorales. C'est une thèse bourgeoise, car elle traduit en langage démagogique l'idée que la violence est légitime quand elle donne le pouvoir à la classe capitaliste, mais qu'elle n'est pas légitime quand elle veut le lui arracher. C'est une thèse ignoblement bourgeoise, car elle implique la conclusion que la violence défensive de l'État actuel contre toute action qui porte atteinte à ses pouvoirs constitutionnels est légitime, et employée dans l'intérêt collectif : la sauvegarde du mécanisme démocratique. (Comme toujours, la dialectique implacable qui la dirige dans l'histoire pousse donc la bourgeoisie à renier sans vergogne les postulats dont elle s'est servie.) Aussi ceux qui mettent le doigt dans l'engrenage social-démocrate capitulent devant les thèses bourgeoises et se retrouvent sur des positions diamétralement opposées à celles que soutiennent les marxistes, pour qui l'État existe et fonctionne non pas dans l'intérêt de la collectivité sociale, mais dans l'intérêt d'une seule classe. Ces gens ne voient même pas que le cycle des révolutions, c'est-à-dire du passage du pouvoir d'une classe à l'autre, ne peut être clos que par un État dont la fonction historique est d'agir pour l'abolition des classes. Cet État ne peut être que l'État prolétarien, destructeur, en fait et en principe, de la propriété privée, alors que l'État bourgeois ouvre et déroule son cycle historique dans le cadre d'une société plus que jamais divisée en classes.

En somme, face à la formidable vision du marxisme, ces gens sont des imbéciles bornés ; mais, face à ses affirmations viriles et catégoriques contre tout pacifisme philistin, ils apparaissent comme des castrats de la race du Christ, de Tolstoï ou autres Mazzini ; des eunuques qui assumeront cependant demain le rôle de bourreaux au service des sultans du capital qui, eux, ne s'embarrassent pas de pieuses considérations humanitaires.

Une fois rejetés dans le marais social-démocrate ceux qui prétendent surnager grâce au radeau délabré de la tactique socialiste intransigeante d'autrefois — tactique qui a eu sa valeur historique en tant que prémisses logiques de l'attitude actuelle des communistes — il faut nous occuper des innombra-

bles autres fabricants de programmes, ceux dont les affirmations particulières, les interprétations spécifiques des concepts de base du communisme — *l'emploi de la violence et la dictature du prolétariat* — vont un petit peu plus loin, et qui pour cette seule raison prétendent au qualificatif de communistes.

Ils pullulent en Italie, surtout parmi ceux qui, partant des récentes déclarations maximalistes enflammées, font route vers le réformisme le plus ignoble, mais ont besoin, pour atteindre leurs buts, de se présenter aux masses comme des partisans de la doctrine communiste et de l'action de la III^e Internationale. On peut montrer non seulement que leurs positions se ramènent au social-démocratie pur (qu'on nous passe l'expression, réplique involontaire à la qualification plutôt stupide de communistes purs dont on nous affuble à titre d'injure et non dans un but de précision critique), mais que les conséquences de leur action sont encore plus insidieuses et défaitistes que dans le cas des social-démocrates.

Que disent-ils donc ? Leur grande habileté c'est de rester dans le vague et d'éviter les affirmations claires ; mais à travers les silences comme à travers les bavardages creux, leur attitude se dégage dans toute son ineptie. Considérons par exemple leur position sur le problème de la violence. Ils disent à peu près ceci : Nous admettons la violence comme un moment nécessaire de l'acte révolutionnaire ; mais nous jugeons inopportun de prêcher la violence dès maintenant (même des crocodiles rougiraient...) parce que les choses ne sont pas mûres et que la bourgeoisie, qui est en position de force, nous attaquera par avance si elle se sent

menacée. Or c'est précisément ce qu'ils ont fait, ces « maximalistes » ! Jusqu'à hier ils ont prêché la violence, mais n'ont rien fait pour organiser une préparation des masses correspondant à cette propagande verbale ; ils se sont contentés des cent cinquante sièges au Parlement et des deux mille cinq cents municipalités socialistes que cette propagande leur a rapportés ; et aujourd'hui, face à l'attaque bourgeoise qu'ils sont impuissants à repousser, leurs déclarations ignobles préchent le désarmement politique et matériel du prolétariat. Ils en arrivent à prôner un défaitisme tel que dans tout régime militaire — capitaliste ou socialiste non évangélique — il justifierait largement leur exécution immédiate.

Dire que l'on aura recours à la violence au dernier moment, quand les conditions elles-mêmes, au point culminant de la crise, la rendront inévitable et logique, c'est en réalité une attitude défaitiste devant la révolution. En effet, la bourgeoisie compte sur son appareil défensif démocratique — aidé par l'illusion social-démocrate — pour réaliser le schéma suivant : faire croire aux masses qu'elles pourront accéder au pouvoir par la voie légale, douce et facile, et, quand la violence explosera, profiter de ce qu'elle-même est prête et possède son organisation armée étatique, pour écraser toute tentative d'insurrection de la part d'un prolétariat sans aucune préparation.

Donc, celui qui n'est pas un pur social-démocrate et qui est capable de voir que, quel que soit le cours des événements, on en arrivera tôt ou tard à l'affrontement armé, celui-là doit aussi comprendre qu'on y arrivera dans une position d'autant plus favorable à la révolution, que le prolétariat se sera davantage préparé à cet affrontement.

La méthode communiste exige que même quand on n'en est pas au stade de l'assaut imminent on dise au prolétariat qu'il faudra que cet assaut ait lieu et que c'est seulement les armes à la main que l'on pourra l'emporter. Et en même temps qu'ils annoncent cette nécessité et créent dans les masses le sentiment qu'elles devront savoir l'affronter, les communistes doivent organiser la force du prolétariat contre l'Etat bourgeois ;

c'est seulement à cette condition que l'on peut, quand la situation l'exige, suspendre des actions risquées ou défavorables.

Quant à ceux qui au moment des conflits décisifs, quand la bourgeoisie rejette le masque de la démocratie et de la légalité, prétendent répondre en appliquant ce même masque sur le visage du prolétariat ; ceux qui défendent la légitimité du régime parlementaire civilisé, engageant les masses à renoncer à toute action armée et à s'en remettre à on ne sait quelles forces impondérables qui, sans coup férir, leur ouvriront l'avenir, ceux-là n'échappent pas à cette alternative : ou bien ils croient au mensonge social-démocrate qui exclut la violence prolétarienne des voies de l'histoire, et le purgatoire des imbéciles leur sera un châtimement suffisant ; ou bien ils croient — même confusément — à la nécessité d'un épisode de lutte violente, et alors — surtout si auparavant ils ont prôné verbalement une violence allant au-delà du nécessaire — ils méritent d'être précipités dans l'enfer réservé aux traîtres.

programme communiste

N° 77

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.
- L'Afrique, proie des Impérialismes :
II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La polémique Préobrajensky-Boukharine.
- Sur la révolution en Amérique Latine.

Permanence du Parti

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-au-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue Pré-au-Marché
1004 Lausanne

éd. resp. F. Gambini
20, rue Jean Bouton
Paris